

Patrick Lier, Vice-Président des Affaires Internationales, région Amérique du Nord, de Nexter Systems a fait part aujourd'hui de la déception du groupe suite à la décision du gouvernement canadien d'annuler le programme CCV. « Nous restons convaincu que nous avons le meilleur véhicule pour les Forces Armées canadiennes, celui qui leur aurait offert des niveaux de protection, de mobilité et de puissance de feu très élevés » a précisé Patrick Lier.

Il a ajouté que « Nexter avait investi énormément de temps, d'énergie et de ressources dans le programme CCV au cours des quatre dernières années. Des millions de dollars ont été dépensés parce que nous étions convaincus que la compétition serait juste et ouverte, et permettrait une évaluation rigoureuse des matériels candidats en vue d'acquérir le meilleur véhicule de combat d'infanterie possible pour le Canada. »

« L'armée de Terre canadienne suggère ce jour que son véhicule LAV III modernisé offrait les capacités demandées au CCV » a affirmé Patrick Lier. « En tant que spécialiste de véhicules blindés ayant plusieurs décennies d'expériences, Nexter est stupéfait par ce propos, le LAV UP ne fournissant simplement pas les mêmes niveaux de protection et de mobilité. Cette situation soulève également la question du deuxième appel d'offres CCV, lancé par l'armée de Terre six mois après l'obtention par GDLS du contrat LAV UP en 2011. Cette dernière connaissait alors déjà les capacités des deux véhicules, mais a néanmoins décidé d'initier un autre appel d'offres et d'engager à nouveau les industriels dans une compétition couteuse. »

« Dans ces conditions, » a-t-il déclaré, « nous attendons du gouvernement canadien qu'il ouvre des discussions avec les industriels dans le but de révéler le véhicule ayant remporté la compétition. Il est fondamental que les autres armées alliées qui souhaitent équiper leurs soldats du meilleur véhicule, puissent bénéficier des résultats générés par les rigoureuses procédures d'essais conduites par les forces canadiennes à Valcartier (Québec) et Aberdeen Test Center du Maryland ».

« De plus » Patrick Lier a-t-il ajouté « nous souhaitons que le Gouvernement dédommage pour les coûts engendrés par les offres des différents compétiteurs. Aucune société ne peut se permettre d'engager des fonds aussi importants pour un résultat nul. »